

Asher Cohen, Bernard Susser, *Israel and the Politics of Jewish Identity. The Secular-religious Impasse*

Baltimore-Londres, The Johns Hopkins University Press, 2000, XVII-167 p. (index)

Yves Chevalier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/assr/560>

DOI : 10.4000/assr.560

ISSN : 1777-5825

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2002

Pagination : 63-126

ISBN : 2-222-96725-2

ISSN : 0335-5985

**Référence électronique**

Yves Chevalier, « Asher Cohen, Bernard Susser, *Israel and the Politics of Jewish Identity. The Secular-religious Impasse* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 120 | octobre - décembre 2002, document 120.7, mis en ligne le 17 octobre 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.560>

---

dont nos contemporains affrontent le *surhumain* en essayant de lui appliquer les outils critiques avec lesquels ils mesurent habituellement les phénomènes de la vie ordinaire. Ils mettent en évidence le fait que, taillant entre la panique toujours prête à surgir et le mol oreiller d'une civilisation du risque zéro, une attitude d'esprit de *vigilance* tend à s'instaurer qui anime les diverses instances ayant affaire avec le phénomène. Si les *media* jouent les premiers rôles dans l'alerte et dans le maintien de l'opinion sous pression, il faut tenir compte des organismes techniques, scientifiques, politiques, voire juridiques auxquels on fait appel, des divers « comités de défense » qui se créent, sans compter les groupes de pression plus ou moins passionnels qui cherchent à capter le débat. C'est avec ce soubassement social que l'enjeu tend à devenir souvent quasi-religieux. Cette propension est d'autant plus forte que la conscience collective a du mal à assimiler le Malheur lorsqu'il se présente sous la forme d'un principe de destruction et de désorganisation globales, comme on a pu le voir avec le macro-terrorisme d'Al-Qaïda.

François-André Isambert.

120.7

COHEN (Asher),  
SUSSEY (Bernard).

**Israel and the Politics of Jewish Identity. The Secular-religious Impasse.** Baltimore-Londres, The Johns Hopkins University Press, 2000, XVII-167 p. (index).

Le problème des rapports fondamentalement conflictuels entre les tendances « orthodoxes » et « sécularisées » au sein du monde juif ne date pas d'aujourd'hui, même s'il a pris dernièrement, en Israël, une acuité particulière. Dans cet ouvrage à deux voix – de deux universitaires israéliens, l'un « religieux » et proche du Parti National Religieux, l'autre « laïc » et plutôt à gauche du Parti Travailliste – les auteurs s'interrogent essentiellement sur deux questions : d'abord, comment expliquer que pendant la période pré-étatique puis pendant les trois premières décennies de la construction de l'État, un *modus vivendi* ait pu être trouvé entre des orientations diamétralement opposées et profondément irréductibles ? Ensuite, pour quelles raisons cet équilibre s'est-il trouvé rompu et quelles en peuvent être les conséquences sur l'avenir d'Israël ?

Ils partent du concept de « démocratie consociationnelle » élaboré par Arend Lijphart pour identifier et décrire une forme particulière d'organisation politique – et on pourrait dire

aussi, sociale –, celle qui peut s'élaborer entre des groupes qui, par-delà leurs divisions, mettent leur unité au premier plan. « Lorsque des attitudes consociationnelles prévalent, les sociétés qui comportent de sévères divisions idéologiques, religieuses et ethniques, peuvent néanmoins conduire leurs affaires de manière civilisée et raisonnable – sans qu'aucun des groupes ne se fonde dans, ou se rapproche des autres. » Cela a été le cas de la société du Yishouv de Palestine, lorsque l'objectif commun de construire une société juive a permis de mettre temporairement entre parenthèses les divergences que les groupes, religieux et laïques, se faisaient de la nature de cette société ; et cela l'est resté pendant les premières décennies de l'État. L'analyse des conditions qui ont présidé à cette élaboration par la « première génération » des responsables israéliens, qu'on a appelée le *statu quo*, montre que sur un certain nombre de points importants : la rédaction d'une constitution, les obligations du service armé, l'observance du shabbat et des fêtes, le système d'éducation religieuse et, pour finir, la définition même de « qui est juif ? », un faux consensus fait de définitions ambiguës et de dérogations non formalisées s'est établi, qui a permis – à la condition qu'aucun ne cherche à dépasser la « ligne rouge » posée par l'autre – à la société israélienne de s'édifier sans conflit majeur, malgré de réelles oppositions entre les visées des uns et des autres.

C'est cet équilibre qui a été brisé – ce dont la réussite électorale du Likoud, en 1977, est la conséquence. Les A.A. étudient les facteurs politiques et sociaux d'un tel renversement : par-delà les évolutions démographiques et culturelles de la société israélienne et les problèmes spécifiques posés par la nouvelle immigration, ils mettent en lumière les changements structurels qui sont intervenus dans la vie politique israélienne où, d'un système à parti quasi-dominant, on est passé à un système à deux partis d'égale importance, qui donne de ce fait aux fractions religieuses – qui se sont d'ailleurs doublées d'institutions partisans – un poids sans commune mesure avec leur audience réelle (l'ensemble des « religieux » ne représentant qu'environ 20 % de la population israélienne). Deux conséquences de ces changements sont ici plus particulièrement analysées : d'une part la pression croissante de la fraction « religieuse » – qui se trouve par ailleurs, sur un ensemble de problèmes, adopter plutôt une position maximaliste – sur les décisions proprement politiques, suscitant en retour une radicalisation du courant « laïque » contre la mainmise des « religieux » sur la société ; d'autre part, une « judiciarisation » des solutions deve-

nues inaccessibles par consensus, le recours incessant à l'arbitrage de la Cour suprême entraînant cependant une usure du processus... Ainsi, selon les A.A., la spécificité de la démocratie israélienne, fondée sur la prise en compte des revendications majeures de chacun et la recherche d'une solution négociée qui suppose un minimum de respect mutuel, s'est-elle progressivement transformée. On assiste, aujourd'hui, à quelque chose qui s'apparente plutôt à une guerre de position, chacun ayant tendance à vouloir imposer à l'autre sa propre conception – ou, ce qui est plus subtil, chacun cherchant à se défendre des empiétements de l'autre sur ce qu'il considère être sa propre liberté.

Cette évolution est-elle réversible ? En rigueur de terme, cette question est indécidable, et les A.A. se gardent bien d'y répondre de manière catégorique. Mais il reste que se trouve ainsi posé le problème du contenu de l'identité juive – qu'est-ce qu'être juif ? et qu'est-ce qu'une société juive face au monde moderne – d'abord en Israël, mais par voie de conséquence aussi en diaspora ; et qu'il appartient à l'avenir de dire si ce sont les tendances conflictuelles ou, au contraire, les tendances consensuelles qui prévaudront.

Yves Chevalier.

120.8

COOPER (John),  
KOTTLER (Ronald),  
MAHMOUD (Mohamed).

**Islam and Modernity: Muslim Intellectuals Respond.** Londres-New York, Publications I.B Tauris, 1998, 228 p. (Préface de Hopwood Derek) (bibliogr., index).

Le livre que nous présentons ici est l'aboutissement d'un colloque international organisé en avril 1996 au centre du Moyen-Orient de l'université de Saint-Antony à Oxford en Angleterre. Le but de ce colloque a été de discuter les idées de certains intellectuels musulmans importants tels que Mohammad Abduh, Rachid Rida, Shaikh M.S. Ramadan al Buti, Hussayn Ahmed Amin, tous Égyptiens, ou encore le marocain Mohammad Abd-Al Jabiry, l'Algérien Mohammed Arkoun, le Turcien M. Talbi et l'Iranien Abdelkarim Srouch.

Le livre recouvre presque l'ensemble du monde musulman du Maroc à l'Inde en passant par l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, l'Iran et le Pakistan. Il s'articule autour de trois axes : le Coran dans le contexte de l'histoire, le changement culturel et social et finalement les élites religieuses dans le processus de la modernisation de la pensée. Toutefois, la diversité des

approches et la variété des thèmes, n'ont pas affecté l'unité organique du projet global.

Pour le premier axe, celui du livre saint des musulmans dans son rapport à l'histoire, les auteurs ont tenté de repenser les liens entre l'islam et la politique. Leur objectif principal a été d'admettre ou plutôt de faire admettre à leurs lecteurs une quelconque forme de séparation de la politique et de la religion : elles représentent deux sphères de l'existence humaine, ce qui signifie qu'aucune des deux ne doit dominer l'autre. S'il y a une remarque à formuler à ce sujet, elle porte, non pas sur le Coran dans le contexte de l'histoire, mais plus précisément sur la loi islamique et son application concrète dans la réalité de sociétés musulmanes actuelles. En clair, nous soulevons ici la question de la sécularisation de la loi religieuse dite Shari'a.

Quant au second axe, celui du changement culturel, les A.A. s'accordent à constater que les XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles ont apporté un ensemble de nouveaux questionnements à la conscience islamique. En ce sens, ils se sont interrogés sur la manière dont les intellectuels musulmans ont répondu aux interrogations sur la science et la révélation, l'histoire immédiate (la sociologie) et le passé (l'histoire de la colonisation).

En effet, la question centrale a été de savoir comment intégrer les changements historiques, sociaux et culturels dans les sociétés islamiques d'aujourd'hui. Plusieurs réponses ont été tentées dans les différents articles. Tous ont insisté sur le fait qu'il n'y avait pas qu'une seule voie de changement qui menait de la tradition à la modernité, mais un ensemble de ruptures et de transformations sur lesquelles pourraient se construire de nouvelles bases. Une mauvaise gestion de ces changements pourrait cependant conduire à la dislocation des liens sociaux et donc aux déséquilibres du système de valeurs et de conduites, de même qu'à la désarticulation du mental. D'où le danger de l'institutionnalisation de la violence et de l'extrémisme.

D'où, aussi, la nécessité urgente de repenser la tension entre le changement imposé par la modernité coloniale et les identités nationales et religieuses. En fait, les questions récurrentes des contributions ont été les suivantes : qu'est-ce qu'un musulman moderne aujourd'hui ? Comment continuer à être musulman et vivre pleinement dans un monde de plus en plus moderne ? Quelle est la partie de la tradition qui devrait être modernisée et celle qui ne le devrait pas ?

Enfin, le troisième axe concerne les élites islamiques et islamistes dans le processus de modernisation de la pensée.